

3 décembre 2005 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les grands défis de l'Afrique, l'aide au développement et les relations franco-africaines, à Bamako le 3 décembre 2005.

Monsieur le Président de la République du Mali, mon cher ATT, permet-moi d'utiliser ce terme affectueux, qui n'enlève rien au respect que je te porte, mais qui me permet de te dire très simplement mon estime et mon amitié. Les deux étant très grandes.

Monsieur le doyen, Président du Gabon, que je suis heureux de féliciter pour sa brillante réélection,

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Et parmi les chefs d'Etat, vous me permettrez d'avoir une pensée respectueuse mais aussi affectueuse pour la Présidente du Libéria. Elle rend à l'Afrique sa première visite officielle et nous y sommes particulièrement sensibles.

Mesdames les premières dames qui nous apportaient le sourire de l'Afrique et à qui je tiens à présenter mes très respectueux hommages,

et cher ATT, vous me permettrez de saluer nos frères Dogons qui nous ont accueillis tout à l'heure de façon si remarquable, chaleureuse et sympathique,

Merci au Président TOURÉ. Merci au peuple malien pour l'exceptionnelle hospitalité qui nous est réservée. Ces témoignages d'amitié, d'affection resteront, j'en suis sûr, gravés dans nos coeurs à tous.

Cher Président,

Je viens à Bamako porté par un sentiment d'espoir et de confiance. L'Afrique a changé. Mue par l'ambition de ses dirigeants, de ses peuples, de sa jeunesse, elle a fait le choix de la responsabilité. Déjà, on perçoit une transformation, une nouvelle approche de la paix, de la démocratie, du développement, notamment du développement humain. Le chemin à parcourir demeure long et incertain : toute l'énergie des Africains, toute l'énergie de la communauté internationale sera nécessaire. Mais, je vous le dis : en ce siècle nouveau, l'Afrique impressionnera le monde par ses réalisations et ses succès. Et la France entend contribuer à cette renaissance.

Quel avenir l'Afrique va-t-elle offrir à sa jeunesse ? C'est bien la seule question qui vaille, celle qui détermine, en réalité, toutes les autres et à laquelle il nous appartient, tous ensemble, d'apporter une réponse.

Aujourd'hui, chacun le sait, près des deux tiers de la population africaine ont moins de 25 ans. C'est un défi démographique majeur. Dans un monde où les solidarités traditionnelles s'effacent devant l'urbanisation, un monde marqué par la circulation instantanée de l'information, rien ne serait plus dangereux que de laisser les jeunes Africains sur le bord de la route. S'ils devaient prendre la voie sans issue de la contestation violente ou des idéologies extrémistes, l'Afrique serait en grand péril et le monde en danger certain de déséquilibre. L'avenir de l'Afrique est dans sa jeunesse et l'avenir des jeunes Africains est d'abord en Afrique. A nous de leur donner les moyens de la liberté et de l'épanouissement moral et physique.

L'Afrique a d'abord la responsabilité de mettre un terme aux crises meurtrières qui la secouent. Nous ne pouvons tolérer, les Africains ne peuvent tolérer que s'installent la loi du plus fort, des divisions d'un autre âge. le drame des enfants-soldats. la tragédie de millions de réfugiés. Ce

... n'est en aucun cas une fatalité et ce n'est pas dans la nature africaine.

Grâce à l'engagement sans précédent de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies, la paix et l'état de droit progressent. La démocratie s'installe. La France prend toute sa part à cet effort en soutenant, à la demande des Africains, les opérations menées par ces institutions et par les organisations régionales responsables et compétentes. En adaptant son dispositif militaire et en appuyant RECAMP, avec l'Union européenne, elle contribue à désamorcer les crises et à former ces corps africains de maintien de la paix qui constituent la vraie réponse aux menaces de déstabilisation. Elle soutient également l'objectif nécessaire d'un traité international sur le commerce des armes.

L'urgence, c'est aussi de vaincre la pauvreté, de permettre l'éclosion d'une classe moyenne, d'employer au mieux les élites, si nombreuses sur ce continent. La formation doit être notre priorité. Au-delà des indispensables efforts en faveur de l'éducation, il faut multiplier les centres d'apprentissage et de formation professionnelle. Ils répondent à de vrais besoins et créent des emplois qualifiés, par exemple dans des secteurs aussi essentiels que les transports, le bâtiment, la santé, où l'Afrique souffre de pénurie de main-d'œuvre spécialisée. C'est ainsi que l'Afrique sortira d'une logique de survie et donnera l'espoir d'une vie meilleure à tous ses enfants.

La difficulté de travailler et de construire sa vie dans son pays contraint hélas des milliers d'Africains à émigrer et ceci dans des conditions généralement indignes.

J'en appelle à la responsabilité de chacun. Ensemble, Africains et Européens, nous avons pour devoir de démanteler les réseaux d'immigration clandestine, derrière lesquels se cache, en réalité, un commerce honteux, odieux et mafieux. Ensemble, nous devons favoriser le co-développement et permettre aux Africains de trouver chez eux des conditions de vie et de travail décentes. La France et l'Union européenne dont je salue ici le représentant, se sont engagées à intensifier leurs efforts dans ce domaine.

Cela passe aussi par la reconnaissance du rôle essentiel de ces acteurs du développement que sont les Africains de la diaspora. Il faut valoriser l'expérience, le savoir-faire, l'épargne que les Africains de la diaspora apportent à l'Afrique.

Monsieur le Président,

Avec un taux de 5 % de croissance en moyenne ces dernières années, l'Afrique est sur la voie du développement. Pour renforcer cette dynamique, les engagements de la communauté internationale à l'égard du continent, confirmés lors du Sommet du G8 de Gleneagles, doivent être pérennisés et, dans le même temps, l'Afrique doit poursuivre ses réformes politiques, économiques et sociales.

Ces engagements réciproques ont conduit à l'annulation totale de la dette des pays les plus pauvres, en particulier aux décisions prises cet été qui ont porté sur 55 Mds de dollars. Mais il serait inadmissible que d'autres pays, sous prétexte qu'ils ont des revenus un peu supérieurs et qui, pour autant, consentent des réformes difficiles et courageuses soient pénalisés par une dette tout à fait excessive. Il faut donc aussi se pencher sur leur situation. Le Président BONGO, en leur nom, a fait beaucoup de démarches dans ce sens, elles doivent être soutenues et pour ma part, je les soutiens.

Il faut également que ces réformes soient appuyées par une augmentation de l'aide publique au développement. C'est la raison de l'effort que les Français acceptent en portant l'aide publique à 0,7% de notre PIB d'ici 2012. En dix ans, cette aide publique au développement aura plus que doublé. Et je me suis personnellement engagé pour convaincre l'Union européenne de faire de même d'ici 2015.

Mais les efforts budgétaires seront insuffisants pour permettre la réalisation des objectifs du développement du millénaire. La vérité, c'est que pour atteindre ces objectifs, il faudrait au moins, je vais y revenir, doubler l'aide publique au développement. Ce serait légitime, politiquement et moralement. Et pour se faire, on ne peut pas imaginer que cette aide publique au développement soit uniquement d'origine budgétaire. Donc, il faut trouver des nouveaux moyens, des financements innovants, une taxation internationale pour apporter les ressources indispensables sans lesquelles nous ne développerons pas les régions qui doivent être

développées et nous ne donnerons pas aux jeunes qui s'y trouvent la capacité d'y rester. Je disais que, pour atteindre ces objectifs, il faut au moins doubler l'aide publique mondiale et la porter à 150 Mds de dollars par an. C'est un effort important, je le reconnais, mais c'est un effort modeste, très modeste au regard des ressources nouvelles que crée chaque année la mondialisation. C'est un effort nécessaire tant que pèsera sur l'Afrique la menace constante du paludisme, du sida, de la tuberculose, des maladies de l'eau. Il faut améliorer la prévention et l'éducation, il faut développer la recherche, l'accès de tous aux médicaments. Les expériences réussies de pays africains qui mettent en œuvre des politiques volontaristes doivent nous encourager à aller de l'avant dans la mobilisation de nouveaux financements sans lesquels nous ne répondrons pas aux exigences politiques et morales que j'évoquais tout à l'heure. Et c'est l'intérêt de tous. L'intérêt de l'Afrique d'améliorer petit à petit sa situation et celle de ses enfants. Mais l'intérêt aussi de l'ensemble de la communauté internationale qui ne peut pas prendre la responsabilité d'avoir laissé une partie de la communauté sur le bord de la route.

A la pointe de ce combat, la France instituera en 2006 un prélèvement de solidarité sur les billets d'avion qui rapportera chaque année plus de deux cents millions d'euros. Mais cet effort, à mes yeux, n'est pas justifié par une somme d'argent mais par sa valeur d'exemple et d'expérience. J'appelle la communauté internationale à rejoindre les pays qui sont prêts à s'engager en faveur de cette initiative. Et j'invite tous les États intéressés à venir à Paris, en février, pour une conférence consacrée à cette question, de façon à rendre le mouvement d'accroissement massif de l'aide au développement irréversible.

Nous devons aussi reposer la question des matières premières, qui conditionne la vie de millions d'Africains. La volatilité des cours engendre des chocs insupportables. Nous devons y porter remède. Nous avons obtenu que le Fonds monétaire international mette en place une facilité destinée aux pays qui souffrent de ce phénomène. La France y consacrera, dès l'origine, un milliard de dollars.

A quelques jours, par ailleurs, de la conférence de Hong Kong, il faut également rappeler que l'Afrique doit prendre sa juste place dans le commerce international, notamment agricole. Elle ne doit pas être ignorée par les pays riches ou les pays émergents, ce qui est, hélas, aujourd'hui le cas. Elle ne doit pas être victime d'un système bien dans ses principes mais qui risque d'être profondément injuste dans ses réalités. Les paysans africains doivent recevoir la juste rémunération de leur travail. Nous ne pouvons accepter qu'une libéralisation hâtive et généralisée des échanges agricoles ruine les efforts des pays les moins avancés. Les régimes de préférences doivent être consolidés et pérennisés. Les pays développés doivent s'engager à les aligner sur les plus favorables, et les plus favorables se sont ceux de l'Union européenne, "Tout sauf les armes". J'appelle aussi solennellement les Etats-Unis à supprimer les subventions à leurs producteurs de coton, comme l'Europe a entrepris de le faire. Ces subventions appauvrissent des millions de petits producteurs africains, celles qu'évoquait tout à l'heure le Président du Mali, producteurs pourtant parfaitement compétitifs. Il faut enfin revoir la logique des accords que l'Europe va négocier avec les pays ACP : décroiser les espaces économiques, très bien, mais à un rythme raisonnable et en maintenant, en permanence, des préférences sans contrepartie.

Parce que la France est l'avocat inlassable de l'Afrique, elle s'engagera pour que le prochain G8 qui se tiendra à Saint-Petersbourg, l'année prochaine, marque une mobilisation exceptionnelle pour le continent africain. Je m'en suis longuement entretenu avec le Président POUTINE. Et notamment dans trois domaines essentiels : la formation professionnelle, les infrastructures, la valorisation des ressources du sous-sol.

Mesdames et Messieurs les Présidents,

Je souhaite que ce partenariat s'incarne également dans l'ouverture d'un espace privilégié d'échange entre la France et les pays africains, notamment francophones. Entrepreneurs, cadres, chercheurs, professeurs, artistes : leurs activités sont, par nature, liées à l'échange. J'ai donc décidé, sur une suggestion du Président du Mali, de faciliter pour eux la délivrance de visas de longue durée et à entrées multiples, car c'est indispensable à leurs activités.

La France continuera de plus, bien sûr, à accueillir sur son sol de nombreux étudiants africains.

Au cours des cinq dernières années, leur nombre a progressé de 70%. Un tiers des 106 000 étudiants africains sont en troisième cycle, notamment dans les filières scientifiques. C'est dire leur qualité. Nous devons faire en sorte que leurs compétences puissent profiter pleinement à leurs pays d'origine. C'est un des points qui sera discuté cet après-midi sur la proposition du Président TOURE.

C'est dans ce cadre rénové que notre partenariat, véritable pacte pour l'avenir, nous permettra de relever de nouveaux défis. J'en retiendrai un -parce que nous l'avons évoqué hier soir, à l'initiative du Président TANDJA- : la protection de l'environnement. Juguler, puis faire reculer le désert, reboiser, protéger l'eau, la faune, la flore, est indispensable à l'avenir du continent et à l'avenir de notre planète. Prenons exemple sur ce que fait le Niger pour protéger le fleuve. C'est à la fois répondre à l'urgence écologique et créer de l'activité et de l'emploi.

Madame et Messieurs les Présidents,

Mes chers amis,

La France sera toujours fidèle aux liens qui l'unissent à l'Afrique, des liens qui sont d'abord ceux du cœur et des sentiments partagés. Ce qui nous rassemble, c'est la foi dans l'Afrique. C'est notre combat pour une Afrique sûre de son identité. Une Afrique résolument moderne et débarrassée des idéologies et des archaïsmes. Une Afrique forte de son patrimoine culturel et fière de ses conquêtes. Une Afrique, audacieuse et entreprenante. L'Afrique que tous nous voulons et que veut la jeunesse africaine. Cette Afrique, dont il ne faut jamais oublier qu'elle est le berceau de l'humanité et qu'elle est incarnée aujourd'hui par sa jeunesse.

Notre relation ne sera jamais banale. Forcée dans une histoire commune, dans le partage d'une langue et d'une culture, elle s'enrichit de multiples échanges que tous les Français présents sur le sol africain, que tous les Africains présents sur le sol français contribuent à nourrir et à approfondir. La France sait qu'une part de sa mémoire est africaine, qu'une part de son vécu est africain. Sur votre continent se jouent une part de notre avenir et plus simplement une part de l'avenir du monde.

Depuis les indépendances, vous avez changé, et nous aussi. Mais ce qui n'a pas changé et ce qui ne changera pas, c'est l'engagement déterminé de la France en faveur et au côté de l'Afrique. La jeunesse nous jugera sur nos actes. Sachons répondre à son appel.

Je vous remercie.